

Chantier sur l'Université du Futur – Québec

Rencontre 5

Lundi le 27 janvier 2020

Intervention de Sir John Daniel

Favoriser la Diversité et l'Ouverture

Introduction

Monsieur le Président, chers collègues :

Vous me faites honneur en me demandant de vous parler de l'avenir du système universitaire québécois dans le cadre de ce chantier, et je vous en remercie.

Selon mon expérience, la perspective que peut avoir un individu sur le monde universitaire et son avenir dépend étroitement de son propre parcours. C'est vrai dans tous les domaines d'activité, bien sûr, mais le phénomène est particulièrement marqué lorsqu'on parle de l'enseignement universitaire. L'une des raisons pour la lenteur de l'évolution des systèmes et structures universitaires est que les décideurs politiques ont beaucoup de difficulté à imaginer des formules différentes de celles en vigueur lorsqu'ils étaient eux-mêmes étudiants ou professeurs. Pour donner un exemple, il y a 40 ans très peu de décideurs politiques, de cadres supérieurs de la fonction publique ou de gestionnaires universitaires avaient une expérience personnelle des études universitaires à temps partiel - et encore moins de la formation à distance. La plupart de ces gens étaient donc hostile à ces nouvelles solutions.

Ayant dit cela, il ne serait qu'honnête de ma part de décrire sommairement mon propre parcours universitaire. Cela vous permettra de mieux détecter mes préjugés et de comprendre pourquoi je mettrai un accent particulier sur la diversité dans mes suggestions pour l'avenir du système québécois tantôt. Dans les diapositives je tâcherai d'indiquer ce que j'ai appris à chaque étape.

Ma carrière universitaire

J'ai commencé mes études universitaires à l'Université d'Oxford, où j'ai complété une licence en métallurgie après trois ans d'études et une année de recherche. Ensuite j'ai fait un doctorat d'état (doctorat-ès sciences) à l'Université de Paris et à l'École des Mines entre 1965 et 1969. Je suis donc soixante-huitard – avec une expérience vécue d'une tentative de changer le système universitaire par la contestation violente.

Fort de cette formation dans deux universités médiévales, je suis venu au Québec comme professeur à l'École Polytechnique de Montréal. Lors de la visite à Paris du directeur de département de Poly qui m'a engagé, la France était toujours en grève et mon entrevue a eu lieu dans le bar de l'aéroport d'Orly. Après deux bières j'ai été nommé professeur-assistant à Poly. En observant comment les procédures d'engagement dans les universités sont devenues sérieuses depuis cette date j'en avais honte. Mais continuons.

J'ai passé quatre ans à Poly à enseigner le génie métallurgie et à faire de la recherche. Toutefois, étant devenu professeur j'ai décidé qu'il serait important que j'apprenne quelque chose sur les sciences de l'éducation. Avant de comprendre que ce fut une décision bizarre pour un jeune professeur de génie, j'étais déjà lancé dans un programme de maîtrise à temps partiel à l'Université Sir George Williams en Technologie éducative. C'était mon introduction à la formation à distance et, dès mon retour après l'internat du programme, que j'ai fait à la toute nouvelle Open University au Royaume Uni, j'ai déménagé à la Ville de Québec pour me joindre, avec Michel Umbriaco, à l'équipe qui créait la TÉLUQ.

Après quatre années passionnantes, qui ont vu l'élection du PQ et le départ de quatre nos professeurs à la TÉLUQ élus à l'Assemblée nationale, je suis parti en Alberta comme vice-président de l'Université d'Athabasca. En 1980, afin de renouer mes liens avec une université plus traditionnelle, je suis revenu à Montréal comme vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à Concordia. C'était l'institution idéale pour apprendre le métier de cadre universitaire et quatre ans plus tard, au moment de ma nomination comme recteur de l'Université Laurentienne, j'avais une bonne expérience de tous les aspects de la gestion de l'enseignement, de la recherche et des ressources humaines. A l'époque la Laurentienne était l'université régionale pour le grand territoire du Nord-Est de l'Ontario avec son campus principal à Sudbury et des collèges affiliés à North Bay, Sault Ste-Marie et Hearst.

Depuis mon internat à l'Open University en 1972 j'avais une admiration sans bornes pour cette institution. J'étais donc très heureux d'être nommé président de l'Open University en 1990 et j'y ai passé onze ans. J'ai parlé tantôt de la diversité.

A l'Université Laurentienne j'avais la responsabilité académique pour le Collège universitaire de Hearst, qui figurait à l'époque dans le livre Guinness de records comme la plus petite université du monde avec ses 30 étudiants. Or, à mon arrivée à l'Open University elle comptait déjà 100,000 étudiants, et à mon départ en 2001 elle en avait 200,000. Donc je connais la diversité d'échelle!

Après 17 ans comme président d'université j'ai changé de carrière en intégrant l'UNESCO comme sous-directeur général à l'éducation, où j'avais la responsabilité pour la formation à tous les niveaux, de la maternelle jusqu'au doctorat. Ma tâche principale était la coordination de la campagne mondiale pour l'Éducation pour tous.

Revenant au Canada en 2004, j'ai pris la direction du Commonwealth of Learning à Vancouver, une petite agence créée par les chefs de gouvernement en 1987 pour aider les pays en développement avec l'utilisation de la technologie en éducation et en formation à tous les niveaux. Entre autres nous avons collaboré avec l'UNESCO pour préparer la Déclaration de Paris sur les ressources éducatives libres (REL) de 2012, qui est la fondation de la Recommandation sur les REL approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO en novembre dernier.

Enfin, même si je suis plutôt à la retraite maintenant, je vis l'expérience d'une autre manifestation de l'enseignement universitaire comme chancelier de l'Acenda School of Management à Vancouver. C'est une fonction essentiellement honorifique et cérémoniale. Acenda est une institution à but lucratif avec une firme australienne comme propriétaire. Il y a 20 ans, lorsque j'étais à l'UNESCO, l'idée d'une université à but lucratif avait de quoi choquer, mais aujourd'hui c'est une solution en plein essor au niveau mondial. Au Canada, la Colombie britannique est la province la plus accueillante pour ce genre d'institution – même si c'est parfois un accueil réservé.

Un commentaire général

Passons maintenant au vif du sujet. Je commencerai avec un commentaire avant de toucher, dans l'ordre inverse, aux trois enjeux que vous avez soulignés.

Mon commentaire concerne les classements d'universités et la notion des 'meilleures universités du monde'. Malheureusement, bien de juridictions qui se sont engagées, comme vous, dans des opérations nationales d'avancement de leurs réseaux universitaires se sont fixées comme objectif de faire monter leurs institutions dans l'un ou l'autre des classements d'universités que l'on voit un peu partout.

Or, l'expérience des années récentes démontrent que ces juridictions – je pense à l'exemple de la Malaisie – ont fait fausse route. Si l'on veut réussir à ce jeu, il faut concentrer les ressources publiques sur un petit nombre d'institutions, ce qui veut dire affamer les autres. Et pour quel résultat? Une université peut se flatter d'être montée du 357^eème place au 335^eème place dans tel ou tel classement mondial, mais cela ne veut rien dire sur la qualité et la pertinence de ces activités.

Les quatre classements principaux sont fondés presque exclusivement sur des évaluations bibliométriques de la recherche et des publications. Or, plusieurs années de suite j'ai assisté au congrès annuel du classement de Shanghai, les *Academic Rankings of World Universities*, ce qui confirmait, à mes yeux, l'influence néfaste de ces classements. Certaines universités ont expliqué, avec une candeur surprenante, comment ils jouaient le système en invitant des lauréats de prix Nobel d'ailleurs à signer des publications de leur université comme co-auteurs. Si cela vous intéresse le tarif, il y a deux ans, fut de \$80,000 par article!

Je critique les classements d'institutions pour appuyer l'approche de votre groupe de travail, à savoir de travailler à la création d'un système universitaire qui est excellent dans sa totalité, plutôt que de favoriser une poignée d'institutions.

Les trois enjeux

Maintenant, en ce qui concerne les trois enjeux que vous examinez en priorité, je dirai peu sur la recherche et la circulation des savoirs car M. Schlitz a beaucoup plus d'expérience que moi dans ce domaine. Mon seul souhait est que vous encouragez le Québec à adopter le principe de la recherche ouverte. Les approches ouvertes, que ce soit pour les logiciels, les publications de

recherche, ou les ressources éducatives libres, constituent l'une des grandes avancées de notre époque et les systèmes universitaires devraient les appuyer sans hésitation s'ils croient vraiment à l'égalité d'accès aux connaissances.

Au sujet des collaborations interdisciplinaires, intersectorielles et interordres, je rappelle que c'est l'une des grandes forces de la formation à distance. Le président fondateur de la Open University britannique considérait que l'innovation principale de cette institution, devenue la plus grande université du Royaume Uni, n'est pas les technologies qu'elle utilise mais plutôt les équipes pédagogiques qui représentent son unité organisationnelle de base.

Chaque équipe est constituée en faisant appel à toutes les ressources professorales pertinentes au sujet du cours, ce qui encourage beaucoup d'originalité dans le choix des sujets. Puisque le produit de l'équipe est composé surtout de documents sous forme médiatique avec une bonne durée de vie, l'équipe elle-même peut avoir une vie assez courte, après quoi ses membres seraient disponibles pour de nouvelles équipes abordant un autre sujet. D'ailleurs, alors que l'on considère habituellement que c'est la recherche qui fournit de nouveaux thèmes pour l'enseignement, dans le cas de la Open University c'est souvent l'inverse qui se produit : la collaboration de professeurs de diverses disciplines pour élaborer un interdisciplinaire révèle bien de questions qui méritent une recherche plus approfondie.

Les questions de la diplomation et de l'attractivité des programmes sont plus épineuses. En principe les gouvernements aiment régler les types de diplômes émis par les institutions sur leur territoire. Mais la diplomation est un domaine en pleine effervescence et la meilleure approche, à mon sens, est de faire confiance au marché de juger de la valeur de nouveaux types de qualifications, que ce soit de nouvelles disciplines ou la tendance vers les programmes de courte durée (ou même de très courte durée).

Souvent les innovations des nouvelles institutions sont d'abord considérées douteuses par les universités traditionnelles avant d'être adoptées partout. Comme exemples, je pense à la construction de baccalauréats par cumul de certificats à TÉLUQ en 1976 et l'introduction par Athabasca en 1979 d'un baccalauréat qui n'imposait aucune limite sur le nombre de crédits qu'un étudiant pouvait importer d'autres institutions.

Avant de passer à la discussion je voudrais dire quelques mots sur les deux grandes questions d'actualité. Je parle des changements de climat et des inégalités. Quels seront les impacts sur les universités?

En Scandinavie l'on accuse déjà les universités à gaspiller trop d'énergie pour des échanges internationaux de courte durée. Ici au Canada on parle de campus verts – mais sans considérer l'énorme consommation d'essence par les étudiants qui assistent aux cours présentiels.

Vu de cette perspective c'est une bonne nouvelle que les inscriptions aux cours de formation à distance grimpent nettement plus rapidement que celles pour les cours sur campus. Toutefois, les implications de cette tendance pour les investissements déjà faits pour construire nos énormes campus sont alarmantes.

Enfin, parlons des inégalités. Je viens de lire, avec beaucoup de plaisir, le nouveau livre de Thomas Piketty, *Capital et Idéologie*. C'est une brique de 1,200 pages mais je l'ai trouvé passionnante. En tant que francophile je suis très heureux que c'est un économiste français qui a mis les inégalités au centre du discours politique actuel. Pour les universités il y a du bon et du mauvais dans ses analyses.

L'aspect positif est affirmé au début du livre. Il écrit :

« De (notre) analyse historique émerge une conclusion importante : c'est le combat pour l'égalité et l'éducation qui a permis le développement humain et le progrès social, et non pas la sacralisation de la propriété, de la stabilité et de l'inégalité. »

C'est lorsque Piketty examine les possibilités d'accès à l'éducation, et notamment à l'université, que ses conclusions sont moins reluisantes. Il démontre qu'aux Etats-Unis il est devenu très difficile pour les jeunes issus de familles pauvres d'accéder aux universités renommées.

Le Canada ne figure pas dans son analyse mais, heureusement, les résultats des tests PISA de l'OCDE et le coefficient de GINI, démontrent que notre société canadienne est plus égale et bénéficie de meilleurs systèmes d'éducation que nos voisins du sud.

Voilà ! J'espère que je vous ai fourni quelques pistes pour la discussion et je vous souhaite bon succès dans la suite de vos travaux. Je vous remercie au nom de mes trois petits-enfants qui bénéficient des universités québécoises.

2020-01-27